

BENOIT VERMANDER

Versailles et l'idée républicaine

Versailles, dans l'opinion commune, représente spontanément la ville « traditionnelle » par excellence. Traditionnelle dans ses idées, dans ses comportements, dans sa politique. Et sans doute est-il quelque vérité en cette croyance générale. Encore faut-il s'entendre sur la nature même de cette tradition. Que Versailles aujourd'hui vote très majoritairement à droite, nul n'en saurait disconvenir. Mais sait-on que la ville eut l'une des municipalités les plus fermement opposées à l'Ordre moral, puis à dominance radicale des années 1880 à 1904, qu'elle élut en 1936 un député communiste, Jean Duclos, frère de Jacques, de 1945 à 1947 une municipalité de même couleur, que l'histoire politique de la ville est riche de débats, de changements soudains ou ambigus, de personnalités et d'épisodes liés aux événements nationaux ?

Notre propos ici n'est pas de retracer l'histoire politique de Versailles. Nous cherchons davantage à cerner les contours de la tradition politique propre à la ville, défendant la thèse suivant laquelle cette tradition constitue une variante spécifique de l'Idée républicaine et cherchant à montrer comment la pratique politique de la ville s'insère dans un cadre qui n'est autre que celui de la « vision classique », de la république athénienne telle qu'elle est rêvée par Montesquieu... et Gambetta.

VERSAILLES ET LE DISCOURS RÉPUBLICAIN

Le Versailles d'avant la Révolution est volontiers revendiqué par la tradition républicaine, et ce malgré les circonstances de la création de la ville et sa totale dépendance envers le château et son

activité. C'est qu'il montre un peuple divers et frondeur, comme une élite bourgeoise (commerçants, chirurgiens, ingénieurs) soucieuse de faire valoir ses droits (1). L'éloquence d'un Michelet amplifie certes le tableau : « Il faut savoir que la ville de France qui haïssait le plus la Cour, c'était celle qui la voyait le mieux, Versailles. Tout ce qui n'était pas employé, ou serviteur du château, était révolutionnaire » (2). Mais on la trouve aussi chez Jean-François Thénard, Versaillais authentique, professeur au Lycée Hoche, éditeur des *Cahiers de doléances des bailliages de Versailles et de Meudon*, conférant devant la Loge des « Amis philanthropes et discrets » à l'occasion de l'inauguration de la Salle du Jeu de Paume en 1883 : « Confondus et vivant avec la petite bourgeoisie versaillaise, les députés des communes eurent bientôt compris que Versailles, malgré la résidence royale, et peut-être à cause même du spectacle qu'il avait sous les yeux depuis un siècle, Versailles voulait passionnément des réformes, fût-ce une Révolution » (3).

Les lendemains de la Révolution ne verront pas moins Versailles devenue « ville morte », descendue de 50 000 à moins de 25 000 habitants. C'est bien là le « spectre de cité » chanté par Théophile Gautier. Les débuts hésitants de la vie municipale sont marqués alors par l'opposition entre le quartier Notre-Dame, « voltairien » et bourgeois, et le quartier Saint-Louis, dévot et légitimiste. Ce n'est qu'au lendemain de la Révolution de 1848 que s'ouvre l'éventail politique. Les élections de mai 1849 voient s'instituer une coupure entre les conservateurs, vainqueurs et les démocrates socialistes, en nette progression. Un rapport de police de 1852 donne une liste nominative de 199 personnes « mises en surveillance ou poursuivies pour cause d'opinions socialistes ». Les professions sont révélatrices dans l'ensemble d'un milieu d'artisans ou de toute petite bourgeoisie. Les activités rapportées ont à peu près toujours à voir avec discours ou réunions de cabaret, quand l'observation ne consiste pas en un bref

(1) Le recensement de 1790 nous renseigne avec précision sur la structure sociale de la ville. L. A. Gatin en a effectué l'analyse : vivent de leurs revenus, 2 162 personnes ; professions libérales : 1 652 ; commerce et industrie : 4 612 ; employés à la cour : 1 527 ; ouvriers, journalistes, domestiques : 9 600 ; femmes, parents : 10 331 ; enfants : 19 994 ; mendiants : 155. L'alimentation occupe à elle seule 1 388 chefs de famille, les commerces du vêtement, de la toilette, de la parure 1 400 personnes (Le recensement de 1790, *Versailles illustré*, août 1902).

(2) Michelet, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Gallimard, Pléiade, p. 250-251.

(3) J.-F. Thénard, « Conférence, faite à la L. : Les amis philanthropes et discrets réunis, à l'occasion de l'inauguration de la Salle du Jeu de Paume le 20 juin 1883 », Versailles, Aubert, 1883, p. 26.

« démocrate quand il a bu » (4). Quant aux républicains modérés, c'étaient pour la plupart des hommes isolés et sans voix. Un universitaire comme Ernest Bersot, ami de Jules Simon, fait l'amer constat de son impuissance, avant de placer son espoir dans une lente pédagogie républicaine : « Il faut que chaque homme de cœur se fasse prédicateur et confesseur de la foi en la république intelligente et honnête » (5). Une pédagogie dont on trouve déjà les échos dans le discours qu'il prononce pour la distribution des prix au Lycée de Versailles le 11 août 1848 : « Pour beaucoup de gens encore, un républicain est un spartiate de Lyncurgue, ou un Romain du bon temps. (...) J'admire Lyncurgue, mais j'aimerais mieux vivre avec Périclès ; et s'il fallait, pour être digne de la République, lui sacrifier la poésie et les arts, je choiserais d'être un peu moins républicain et un peu plus homme » (6). Les formes de cette pédagogie républicaine (auquel Bersot et ses amis se consacreront totalement, le premier étant déchargé de ses enseignements pour avoir refusé de prêter serment à l'Empire) sont variées. Elles ne s'institutionnalisent qu'en 1864, avec la création de l'influente Bibliothèque populaire. La manifestation la plus symbolique en est, en 1868, la création d'un « banquet républicain », tenu le 24 juin, jour de la naissance de Hoche, enfant de la ville, et qui deviendra la figure emblématique de la République à la versaillaise. A cette époque, rappelle en 1893 Lenoir, l'un des fondateurs des Banquets Hoche, « on espérait préparer des républicains pour l'avenir ». La référence à Hoche est insistante. Gambetta déclare, lors du banquet de 1873 : « Cette vie, on pourrait la retourner dans tous les sens, elle doit devenir le catéchisme des enfants de Seine-et-Oise » (7). La « Saint-Hoche », comme disent les Versaillais, constitue toujours aujourd'hui un événement d'importance. Longtemps fête de l'Union républicaine, elle se met à symboliser, à la fin du XIX^e siècle, les divisions politiques de la ville : les *Nouvelles de Versailles* écrivent, le 22 juin 1927 : « Chaque année depuis trente-deux ans — sauf une fois en 1903 — les gros partis politiques versaillais célébraient en deux banquets respectifs l'anniversaire de la naissance de Hoche (...). Cette année, l'omhre du Paeficateur va présider au hanquet unique de deux troupes — enfin

(4) Archives municipales (notées : AM), Carton 1095.

(5) Bersot à sa famille, 27 octobre 1848, reproduit in P. Hémon, *Bersot et ses amis*, Paris, Hachette, 1911, p. 77.

(6) E. Bersot, *Essais de philosophie et de morale*, Paris, Didier, 1854, t. II, p. 129-130.

(7) J.-C. Dudedat, *Versailles post-royal, les Monuments commémoratifs à Versailles depuis la Révolution*, mémoire Paris I, dir. M. Agulhon, 1983, p. 99-100.

alliées devant un nouveau danger : l'envahissement du communisme. » Ce qui n'empêchera pas le maire communiste de la ville de célébrer fort dignement, en 1945, le 177^e anniversaire de la naissance du général Hoche, en présence de Maurice Thorez, et de commenter, comme il est d'usage, quelque parole du Héros.

C'est sans doute Léon Bourgeois qui parlera le mieux, en 1894, de la « Saint-Hoche » : « Vous avez fait de cette fête une sorte d'institution dans la démocratie. C'est chez vous que les républicains de l'âge héroïque de la III^e République ont trouvé, aux jours d'épreuve, les inspirations fécondes et les résolutions viriles. (...) C'est ici que la grande voix de tribun de Gambetta, du grand patriote dont la démocratie française garde précieusement le souvenir, lança contre une réaction sans nom les encouragements à la résistance, ranima les cœurs abattus, et nous mena à la victoire. De sorte qu'on peut dire qu'en organisant le banquet Hoche, vous avez fait de Versailles le mont Aventin de notre III^e République » (8).

La célébration républicaine est ainsi étroitement liée à la fonction même de Versailles : être le temple du théâtre républicain, après avoir été celui du spectacle monarchique, et ce notamment lors des grandes occasions que sont le rétablissement de sa fonction de capitale en 1871-1872, les fêtes républicaines de 1889 et 1939, les déplacements du Congrès, lors des élections présidentielles notamment, ou le Sommet de 1982, lorsque le bulletin municipal titrait « Versailles, théâtre du monde » sur une photo de la cour de marbre encadrée de velours rouge.

Le caractère le plus étonnant de ces célébrations comme du récit qui en est transmis, c'est combien l'imaginaire républicain y emprunte à celui du Grand Siècle dans ses éléments fonctionnels et fusionnels — c'est-à-dire dans une représentation où la complémentarité des différentes fonctions sociales va de pair avec la célébration de l'harmonie et de la fraternité de l'ensemble. Simplement, les diverses fonctions sociales sont désormais rapportées au seul Tiers bourgeois, notamment dans les figures de l'homme de loi, du fonctionnaire et du négociant. A cette vision synchronique s'ajoute une représentation diachronique, visible par exemple dans les Fêtes du Centenaire en 1889, lesquelles s'ordonnent en trois actes : célébration de l'ouverture des états généraux le 5 mai ; du Serment du Jeu de Paume le 20 juin ; de l'abandon des privilèges le 4 août. Ce sont là des moments bien choisis, ponctuant une progression dramatique vers la fusion du corps social : la situation initiale (assemblée des

(8) AM, 1894.

Etats) se trouve cassée par la résolution du Tiers de donner à la France une Constitution, acte qui origine la légitimité nouvelle du Tiers — dont témoigne la résorption des Ordres anciens lors de la renonciation du 4 août (et l'on ne s'étonnera pas que c'est à cette date qu'éclateront les inévitables feux de Bengale : l'imaginaire de la fusion trouve toujours à se nourrir de lumières et d'artifices).

Le développement de l'Idée républicaine sur Versailles passe, d'une part, par l'action d'hommes de loi ardents défenseurs de la démocratie formelle, de l'autre par celle de notables influencés par le positivisme. Parmi les premiers, on notera particulièrement la figure de Barthélemy Saint-Hilaire, qui bat le candidat officiel après avoir devancé au premier tour un autre constitutionnaliste libéral, Laboulaye. Le chef de file des seconds, en même temps que la figure de synthèse de l'un et de l'autre courants, est le futur maire de Versailles, Philémon Deroisin. Auteur aussi bien d'un célèbre *Manuel des Protestations électorales* que de *Notes sur Auguste Comte*, il sera pour beaucoup dans l'influence que la doctrine du Philosophe exercera sur Jules Ferry, cela dès les années 1855-1860 (9). Avec Deroisin, le principal initiateur de la fusion entre l'héritage saint-simonien et le républicanisme est Edouard Charton, qui sera le premier préfet de Seine-et-Oise de la III^e République. Au reste, les positions philosophiques du petit cercle intellectuel républicain de Versailles ne sont pas absolument unifiées : alors que Bersot et Charton sont de fidèles soutiens de Saint-Hilaire (ils fondent ensemble *Le Libéral de Seine-et-Oise*, avec Léon Say et Albert Joly, ce dernier avocat des partisans de la Commune, ami de Gambetta, élu député de Versailles avant de mourir à trente-huit ans), Schérer, autre figure marquante du cercle, préfère, et lui seul, Laboulaye : cet universitaire trouve Saint-Hilaire trop soumis à l'éclectisme de Cousin... (10).

VERSAILLES ET LA PRATIQUE RÉPUBLICAINE

Quatre constantes marquent la tradition versaillaise — unité et stabilité du tissu urbain et humain, division et équilibre des pouvoirs, retour après les crises à une « situation originelle », division des sphères privées et publiques. C'est au travers de l'analyse de ces constantes qu'il est possible de caractériser plus précisément la tradition issue de la matrice républicaine précédemment évoquée.

(9) Voir C. Nicolet, *L'Idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982, p. 228.

(10) Hémon, *op. cit.*, p. 247.

a / Unité et stabilité du tissu urbain et humain

Versailles comptait environ 50 000 habitants en 1789 — elle était alors la dixième ville de France —, 30 000 en 1850, elle connaissait un pic à 90 000 en 1872 (conséquence de sa fonction de capitale), en dénombrait 60 000 en 1910, 67 000 en 1930, 73 000 en 1956, 94 000 aujourd'hui. Rien à voir avec l'explosion démographique de la région qui l'entoure.

À l'ouest, la ville est barrée par le château ; à l'est, en direction de Paris, son terrain est totalement urbanisé ; au nord et au sud, elle est ceinturée par les bois. Versailles est en même temps une « ville ouverte » dont l'emplacement ne possède aucune de ces défenses qui caractérisent les sites urbains traditionnels. L'urbanisme louis-quatorzième a fixé des structures, des bornes et des repères, dont les espaces ont par la suite été comblés en fonction d'une esthétique plus bourgeoise, moins monumentale. D'avant la Révolution date la création des deux principaux quartiers-paroisses de la ville. Le lotissement des autres quartiers s'est effectué lentement entre 1880 et 1930 ; il a été complété à partir de la fin des années cinquante. Les obstacles à la communication que créent le schéma en trident des trois avenues principales et les variations géométriques de l'urbanisme du Grand Siècle, les axes traversant la ville, les caractéristiques de l'urbanisme pavillonnaire, toutes ces données concourent à composer une mosaïque sans nul centre ordonnateur, mais que sa structure oriente toujours vers le lieu vide du château.

b / La division et l'équilibre des pouvoirs

Notons d'abord la stabilité des étiquettes parlementaires sur la ville de 1880 à 1960 : de « l'Union libérale » aux « Fédérations républicaines », dont la plupart des élus rejoignent le PRL, lui-même absorbé par le CNIP auquel appartiendra André Mignot. Mais plus frappante que cette stabilité est la séparation des fonctions de parlementaire et de premier magistrat : nul maire parlementaire entre Rameau (1876) et Henry-Haye (1935), puis le seul Mignot, maire trente ans, député onze ans, et dont la perte du mandat n'entamera pas l'autorité municipale. Le conservatisme libéral de Versailles se retrouve toujours sous trois expressions principales : libérale proprement dite ; légitimiste modérée, avec le courant gaulliste qui monopolisera la position parlementaire ; opportuniste (force d'appoint à la mairie et liaison avec le reste du département). Cette dernière tradition est bien illustrée par des hommes comme

Edouard Bonnefous et Paul-Louis Tenaillon, issus de l'UDSR et du RGR, assez puissants sur la partie de la Seine-et-Oise qui correspond maintenant aux Yvelines. Cette tradition-là se rattache à l'Alliance républicaine et démocratique, dirigée sur la Seine-et-Oise par Charles Reibel, en compétition avec les Fédérations républicaines.

C'est que, dans un milieu stable, homogène, constitué de groupes actifs, équilibrés, où les protagonistes se connaissent, se fréquentent (pas d'opposition entre un monde ouvrier et un quartier bourgeois par exemple), on tendra à chercher une situation d'équilibre, un point situé à distance égale des différentes forces — à l'intérieur, bien entendu, du milieu dominant, et cet équilibre passe le plus souvent par un partage des compétences municipales, législatives et départementales.

c / Les crises et la « situation initiale »

Versailles n'en connaît pas moins quelquefois de brusques ruptures, dont il ne faut pas exagérer, au reste, la portée véritable. Le seul traumatisme véritable, c'est la Révolution française, qui brise la raison d'être de la ville. Malgré une occupation prussienne particulièrement éprouvante, 1870 n'est pas véritablement une rupture, pas plus qu'aucune des élections durant les trente années qui suivent. Ce sont des hommes déjà présents dans le Conseil qui prennent la direction des affaires, et au bonapartisme libéral succède un libéralisme républicain, lequel évolue de façon continue du conservatisme à l'opportunisme, de l'opportunisme au radicalisme (suivant assez exactement l'évolution même du régime) — jusqu'à ce qu'un point de rupture intervienne effectivement, mais en 1904 seulement, lorsque la majorité du Conseil vote un vœu de soutien à la politique combiste, et que l'on assiste de nouveau à la victoire du conservatisme libéral. Ce dernier est restauré, dynamisé pourrait-on dire par l'équipe d'Henry-Haye en 1935 (il existait un vrai problème de renouvellement « biologique » : dix des Conseillers élus en 1929 meurent avant la fin du mandat) — mais la manière dont se déroule la confrontation qui s'ensuit, la personnalité des nouveaux arrivants (Henry-Haye, personnalité entière, qui se réclame à l'origine du centre-gauche, sera ambassadeur à Washington sous Pétain), la force des secousses nationales, provoquent une durable rupture, la seule véritable peut-être de l'histoire politique versaillaise : l'élection de Duclos en 1936, et du maire communiste Labeyrie en 1945. Rupture limitée dans le temps, intervenant dans un contexte très spécial, et qu'une contre-secousse viendra vite annuler, recréant une fois encore « la situation

initiale ». (Il faut noter au reste que Labeyrie est un grand bourgeois, ami des arts, gouverneur de la Banque de France sous le Front populaire, et qui retrouve spontanément les accents des maires radicaux d'antan. Quant à Jean Duclos, il s'identifie à la cause Ancien combattant : réformé à 100 %, presque aveugle, l'état de sa santé limitera par ailleurs sa carrière politique.)

d / La division privé/public

La division entre affaires privées et publiques est nettement présente à Versailles, et si les édiles sont le plus souvent catholiques, ils n'en deviennent pas moins de sensibilité laïque dès qu'il s'agit de politique. Les catholiques y sont incapables de s'organiser en force politique autonome, et le MRP, qui, à première vue, aurait pu trouver à Versailles un « terrain porteur » n'a pas connu une influence durable. L'incapacité qu'éprouvent certains courants à s'implanter durablement sur Versailles frappe le légitimisme au début de la III^e République, la démocratie chrétienne, mais aussi le socialisme, alors que radicalisme et communisme y ont une influence réelle. Guère de traces de ce socialisme-PSU si important dans la plaine de Versailles (où Michel Rocard est élu député en 1969 contre Couve de Murville). La SFIO, contrairement au PC, fera toujours un score très inférieur à son résultat national. Aux élections municipales de 1983, le chef de file socialiste se reconnaît « vieux socialiste et nouveau versaillais »...

La radicalité de la division privé/public peut expliquer le tournant de 1904 comme certaines formes de la querelle scolaire, quand l'intervention étatique est perçue comme empiètement du domaine privé. L'élection municipale de 1904 pour le moins ne peut être expliquée seulement comme un « tournant à droite » de Versailles, puisque la ville élit comme député en 1910 Thalamas, professeur à la Sorbonne et anticlérical célèbre pour ses tirades contre Jeanne d'Arc, tirades dépourvues de l'onctuosité de celles d'un France ou d'un Laudet (circonstance amusante, c'est dans cette circonscription, pour bonne part rurale, que Péguy était électeur). Un rapport de police du 7 mai 1910 indique d'ailleurs : « M. Thalamas a pris la parole devant une salle archicomble. 1 500 électeurs environ, plus quelques dames. Il a été très applaudi jusqu'au bout, sauf quand il a abordé la question Jeanne d'Arc » (11). Hommes d'ordre mais républicains, catholiques plus que cléricaux, nationaux mais non bellicistes, tels

(11) Archives départementales des Yvelines, 4 M 2162.

apparaissent les Versaillais d'avant 14. Ville bourgeoise, mais non « fief de la réaction ». Elle en reste à Jules Simon, ou, pour les plus osés, à Ferry. Le visage politique de la ville ainsi fixé ne variera guère par la suite.

Ces caractéristiques sont à imputer à la logique propre à l'Idée républicaine, en tant que cette dernière s'accorde aux représentations propres à Versailles : l'essentiel en est qu'il s'agit d'un système formel. « La forme entraîne le fond », selon le mot de Gambetta. L'Idée républicaine attache une importance extrême aux mécanismes de la Représentation — et c'est le jeu de pareils mécanismes qui, dans un autre contexte, a constitué le « spectacle versaillais ». Toujours dans cette perspective, les qualités d'ordre et de raison attachées à ce républicanisme-là ne peuvent qu'agréeer à la « capitale de l'art classique » (12). En distinguant entre ordres politique et social, ce système laisse leur champ propre aux représentations de la cité. C'est aussi qu'il s'agit d'un système d'hommes de loi, lesquels sont prééminents à Versailles.

Dans cette perspective, même de menus mystères de l'histoire versaillaise trouvent l'explication : ainsi, pourquoi Saint-Hilaire prend-il le pas sur Laboulaye ? C'est que le premier, formé par Littré (13), est d'abord un républicain libéral, tandis que Laboulaye est un libéral républicain, un produit isolé de la tradition anglo-saxonne (14) — et cela explique son ralliement de dernière minute à l'Empire, alors même qu'il était considéré comme le plus progressiste des deux. Laboulaye développe la vision de la « liberté des modernes », quand Saint-Hilaire, et Versailles dans son ensemble, participent de la « vision classique » : le modèle architectural de la cité, ses dimensions de ville moyenne, son milieu de bourgeois citoyens, la présence des hommes de loi, tout le prédestine à connaître cette « nostalgie de la polis » qui se retrouve si nettement chez les républicains issus de l'opposition au Second Empire (15). Que l'imaginaire de la « liberté des modernes » trouve si peu de place à Versailles s'explique sans doute aussi par l'absence d'implantations industrielles. Des influences saint-simoniennes et comtistes, on ne retiendra finalement que l'importance accordée aux instituts d'éducation. Et le thème de la « saine gestion », autrement dit des économies à réaliser, constitue le seul leitmotiv économique et financier des programmes municipaux.

(12) P. Breillat, *Une Ville pas comme les autres, Versailles*, Paris, Le Temps, 1973, p. 135.

(13) E. Renan, *Œuvres complètes*, Paris, Calmann-Lévy, 1949, t. III, p. 760.

(14) Nicolet, *op. cit.*, p. 480.

(15) Cf. *ibid.*, p. 48-49.

Quant à l'influence communiste, elle semble tenir au fait qu'il s'agit là du seul discours qui puisse s'offrir *en réponse* au discours dominant de la cité, qu'il s'inscrive dans une position d' « ennemi intime », facilitée par l'aisance avec laquelle le Parti, à partir de 1934 et à la Libération, sait manier le vocabulaire républicain jacobin, employant des accents qui rappellent les radicaux d'antan. Et la relation du tribun au consul décrite par Georges Lavau se retrouve tout à fait à Versailles, notamment dans le couple Mignot/Labeyrie entre 1945 et 1959, couple dont socialistes, MRP, RGR, s'efforcent en vain de briser la complice querelle.

LA VILLE ET LA TRADITION POLITIQUE

Milieu clos, homogène et indépendant, la ville de Versailles développe une tradition politique qui fait de la célébration républicaine sa mission propre, mission estimée en continuité avec sa fonction monarchique. L'histoire de la Cité s'est ainsi conciliée avec l'Idée républicaine dans une mouture conservatrice et libérale qui facilite l'expression et le développement de certaines traditions politiques par rapport à d'autres, suivant un axe qui ne recoupe pas entièrement l'axe droite/gauche mais qui opposerait plutôt l'Idée républicaine à l'Idée démocratique, sans qu'il soit possible de développer ici les caractères du second terme de l'opposition.

Les représentations propres à Versailles l'insèrent dans un code qui est celui de la vision classique de la ville. La ville a, dès sa fondation, son plan (Versailles est la première des Villes nouvelles !), ses mœurs et son projet. Communauté par excellence, elle déroule son jeu propre à l'intérieur de ses limites. En même temps, la conquête de la liberté s'y apparente à l'affranchissement progressif de la sphère des affaires privées de la tyrannie que constituent la pression et l'inquisition publiques. Tel apparaît l'idéal de la ville républicaine, et il contribue à façonner et à infléchir le jeu politique local. La communauté locale est une *appartenance*, au même titre que la classe, la religion ou la nation. Les diverses appartenances peuvent se combiner, se surdéterminer les unes les autres. S'opère un processus de « marchandage » aux lieux d'interférences entre les ordres auxquels renvoient les diverses appartenances. Il ne s'agit donc pas d'isoler un discours local exprimant une tradition politique spécifique, mais plutôt de se situer aux points d'intersection de l'appartenance locale et des autres appartenances. Ce travail de l'esprit (on pourrait presque dire : ce travail de *l'esprit public*, négligeant ici tant la

question des locuteurs autorisés que celle du degré de conscience de pareille activité) s'exprime au travers de références, d'images, de rappels, presque de tics historiques. Dans le ressassement de mille indices imperceptibles à ceux-là mêmes qui les produisent et qui les enregistrent, s'opère une sélection des types de discours recevables, une conciliation des diverses appartenances. En traitant de Versailles, il eût été possible de retenir et de mettre en lumière bien d'autres faits que ceux ici enregistrés. Ceux qui ont été retenus et analysés l'ont été en fonction des préoccupations et des intérêts que nous venons d'esquisser. Puisse la pesanteur de ces dernières préoccupations ne pas recouvrir trop rapidement le charme discret de la politique à la versaillaise.

RÉSUMÉ. — *La ville de Versailles offre l'exemple d'une tradition politique locale durable et bien structurée, marquée tant par les circonstances de la création de la cité que par la mémoire des principaux épisodes de son passé.*

Cette tradition spécifique n'est cependant compréhensible qu'en rapport à une tradition nationale, celle de l'Idée Républicaine. La tradition politique locale apparaît ainsi comme un travail de sens perpétuel sur l'histoire, travail qui détermine les discours et la pratique politiques au-delà des clivages partisans traditionnels.